

La lettre de la Commission nationale écologie de la LCR

« **L'écologie 100% à gauche** » n° 12

samedi 6 mai 2006, par [LCR \(Commission culture\)](#) (Date de rédaction antérieure : mai 2005).

Sommaire

- [Le productivisme comme modèle](#)
- [la pollution dans la constitut](#)
- [Qui ose encore parler de \(...\)](#)
- [Pour une Europe sociale \(...\)](#)
- [Le 29 mai, Le vote écologiste](#)
- [Le nucléaire constitutionnalis](#)

Agriculture :

Le productivisme comme modèle

Le traité entérine toutes les directives productivistes de la PAC et grave dans le marbre le productivisme agricole : l'article III 227 affirme clairement que le but de la constitution est « d'accroître la productivité agricole », sans jamais évoquer le respect de la biodiversité, la qualité des produits ou la souveraineté alimentaire.

C'est notamment pour cela que José Bové et la Confédération paysanne appellent à rejeter le TCE. Dans une Europe largement en surproduction, la poursuite de cette politique, dont on déjà vu les dégâts (pesticides, OGM, vache folle) entraînera de plus la disparition de centaines de milliers de petites exploitations. De plus nos surplus agricoles subventionnés continueront de ruiner les paysans du Tiers-Monde (au Mali par exemple, le lait « made in UE » est vendu moins cher que celui produit localement).

Enfin le principe pollueur-payeur, qui devrait avoir pour but de dissuader les pollueurs par des taxes importantes est profondément mis à mal par l'article

III-234-5 qui évoquent des « dérogations » et une aide du fonds de cohésion (donc pris sur les budgets européens) pour faire face à d'éventuels « coûts jugés disproportionnés ».

Transports :

la pollution dans la constitution !

La part belle est faite au secteur du transport routier, secteur clé de développement de l'économie compétitive-libérale.

Un surprenant article (III-239) protège d'ailleurs ce secteur : « Toute mesure dans le domaine de prix et de conditions de transports doit tenir compte de la situation économique des transporteurs ».

Comment prendre alors des mesures en faveur du rail ou du cabotage maritime modes de transports moins polluants et moins dangereux sans porter atteinte aux intérêts de transporteurs routiers ?

Comment aussi réduire les distances des transports de marchandises ? On aimerait avoir ce genre d'article protecteur pour l'agriculture bio ou l'éolien ! Par ailleurs l'article II-237 interdit toute écotaxe, visant les transporteurs les plus polluants.

Militarisme :

Qui ose encore parler de l'Europe de la paix ?

Ou alors la Pax americana ? « *Les Etats membres s'engagent à améliorer progressivement leur capacités militaires* »

[...] « *La politique de l'union respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord* » (I-41). Des budgets

militaires supplémentaires, et en plus à la remorque des Etats-Unis dans le cadre de l'OTAN ; « Si tu veux la paix prépare la guerre » semble bien être la devise de l'UE en matière militaire.

Pour une Europe sociale et écologiste, c'est NON !

C'est tout d'abord la logique même de la compétition entre les salariés, les paysans, les peuples de l'union que nous contestons. L'Europe que nous voulons est une Europe de la coopération entre les peuples, qui passe d'abord l'obtention de droits véritables : droit au travail, au logement, droit à un environnement sain, accès aux services publics...

En matière environnementale, comme sociale, nous défendons une Europe qui nivelle par le haut les exigences : interdiction du nucléaire, des cultures OGM, réorientation des aides vers l'agriculture paysanne et les énergies renouvelables, priorité au rail, un contrôle démocratique des marchandises produites et transportées (afin de donner un coup d'arrêt au transport routier, première source de gaz à effet de serre)... Cette autre Europe devrait définir les besoins sociaux des populations afin d'y répondre, tout en prenant en compte les contraintes environnementales. Cela nécessite une rupture avec les choix économiques entérinés par le TCE, et en tout premier lieu avec le libre pouvoir de nuisance laissé aux industriels et aux transporteurs.

Pour que les générations présentes et futures vivent dans un environnement sain, c'est donc une véritable harmonisation environnementale vers le haut qu'il faut viser. Etre écologiste, c'est voter NON !

Le 29 mai, Le vote écologiste, c'est le vote pour le « non »

L'Europe est souvent présentée, notamment par ses apôtres Verts, comme un espace dans lequel la défense de l'environnement est une priorité. Mais les seules avancées permises par l'Union Européenne ont été celles qui ne touchaient pas à la « concurrence libre et non faussée » (protection des espèces...).

Par contre, dès qu'il s'agit de décisions majeures affectant la logique du profit et promouvant d'autres choix de développement, ce sont la compétitivité et la croissance économique à tout prix qui priment.

Même le moratoire sur les OGM a été levé en 2004. Le projet de constitution européenne (le TCE) enfonce le clou en constitutionnalisant le productivisme, la croissance pour la croissance et le militarisme, en ne permettant aucune réglementation contraignante en défense de l'environnement. Le TCE laisse donc toute latitude aux industries et aux transporteurs polluants ainsi qu'aux lobbys nucléaires et agroalimentaire pour poursuivre leur course folle. Comment des écologistes conséquents - mais peuton encore qualifier ainsi les principaux dirigeants des Verts - peuvent-ils cautionner un tel projet ?

EURATOM

Le nucléaire constitutionnalisé

L'annexion très discrète au TCE du traité Euratom (qui finance le nucléaire depuis les années 50 avec de l'argent public, au détriment d'autres

énergies) permettra au lobby nucléaire de continuer à se développer sans qu'aucun des risques de cette énergie ne soient réglés. Celle-ci obtiendra des garanties de financements pendant que les énergies renouvelables ne font toujours l'objet que d'un vague vœu pieu.

« Nous ne pouvons cautionner la Constitution européenne si les vestiges dépassés d'Euratom se dressent encore à ses côtés. Si les décideurs européens refusent de réformer Euratom, qu'ils ne s'étonnent pas de voir un grand nombre de citoyens voter NON au prochain référendum. La Constitution de l'Union ne doit plus être altérée au profit d'une technologie aussi dangereuse et discréditée que le nucléaire. »

Mark Johnston, responsable des Amis de la Terre Europe